



Diversité

finances Solidaires

Égalité Femmes - Hommes

Rien sur les moyens !!!

Alors que les plus grandes inquiétudes pèsent sur les agents de Bercy, leur nombre, leurs missions, le budget d'action sociale, les deux premières réunions de rentrée organisées par le secrétariat général concernaient la diversité le 8 septembre et l'Égalité professionnelle Femmes/Hommes le 15 septembre. Ces deux groupes de travail qui s'inscrivaient dans la continuité de celui qui s'est tenu le 23 juin dernier étaient présidés par Mylène ORANGE LOUBOUTIN adjointe à la DRH du Secrétariat général. Il se sont heurtés très vite à une difficulté majeure : celle des moyens. Car l'administration n'a toujours aucune réponse à apporter aux demandes formulées par les fédérations lors du précédent groupe de travail. Hormis un satisfecit et des déclarations d'intention, l'administration n'avait rien de concret à mettre sur la table. Or, pour Solidaires, la baisse des effectifs, la baisse des budgets, les restructurations, la détérioration des conditions de travail ont des conséquences et ne permettent pas de lutter efficacement contre les discriminations, quand elles ne renforcent pas les inégalités !

Bilan mitigé des politiques ministérielles de lutte contre les discriminations

Trop centré sur Bercy

SOLIDAIRES Finances a rappelé que les diverses initiatives organisées par l'administration, dans le cadre notamment des conférences au CASC (Centre d'Activités Sportives et Culturelles) - intéressantes au demeurant -, le sont pour l'affichage et l'exemple. Trop centralisées sur Bercy, elles sont insuffisantes pour peser sur les comportements et l'évolution des mentalités en matière de diversité, d'égalité professionnelle et de handicap. Pour être réellement efficace, chaque dispositif et mesure inclus dans le plan devraient se traduire par des actions concrètes menées en même temps dans l'ensemble des régions, des départements, dans les différentes écoles de formation, sur les heures de travail et dans toutes les directions générales et services des ministères économique et financier.

UN TEL DISPOSITIF MINISTERIEL SUPPOSE DES MOYENS A HAUTEUR DES ENJEUX à tous les niveaux, dans tous les grades et tous les parcours professionnels.

Des résultats non connus de la cellule de prévention des discriminations

Pour **SOLIDAIRES Finances**, il y a un net décalage entre le nombre de saisines de la cellule et ce qui apparaît dans les DUERP, l'observatoire interne, les remontées des acteurs de prévention et des organisations syndicales, notamment les élu-e-s en CAP. Celui-ci est très en deçà. Plusieurs explications à cela : la faiblesse du nombre de personnes composant la délégation, le délai de résolution des cas entre 6 mois et un an, l'absence de publicité sur les solutions apportées, l'absence de suivi sur la durée d'un dossier « réglé » qui ne permettent pas aux agents de mesurer la réelle efficacité de la saisine. En ces temps où les agents sont de plus en plus malmenés professionnellement, où la dénonciation d'une dégradation des conditions de vie au travail est récurrente, la levée de l'anonymat pour traiter un dossier est à coup sûr un frein réhibitoire pour nombre d'agents qui ne veulent pas être stigmatisés par leur hiérarchie immédiate, préférant avoir recours à des solutions individuelles telles des demandes de mutations, temps partiel ou télétravail...

Les motifs discriminants ne cessent de se multiplier. Si certains peuvent faire l'objet de plaintes et de condamnations en pénal, sur les questions de genre, d'origine, de handicap, d'autres s'insinuent plus sournoisement : l'âge, l'aspect physique, la tenue vestimentaire, l'engagement syndical. Ils n'en « pourrissent » pas moins la vie des agents concernés et doivent

être combattus énergiquement dans nos administrations et dans la société. Pour **SOLIDAIRES Finances**, même, si discussions et communication semblent aller dans le bon sens, l'octroi de label « diversité » n'est pas un gage d'efficacité. Les directions du ministère doivent appliquer des mesures concrètes dans le sens de plus de droits pour les agents.

SYNDICAT NATIONAL
Solidaires
Finances
Publiques

Solidaires
CCRF & SCL

DOUANES
Solidaires

I.D.D.
Solidaires
à l'Industrie et au Développement Durable

Solidaires
Sud
INSEE

Sud Centrale
Solidaires
Union syndicale
Solidaires

Au delà des mots des mesures concrètes sont nécessaires

SOLIDAIRES Finances a rappelé l'importance du cadre ministériel. Lors de la réunion du 23 juin nous étions intervenus notamment sur le budget d'action sociale et avons dénoncé l'absence de réservations de nouvelles places en crèche et dénoncé le fait que lors du précédent plan «Egalité professionnelle», le SG avait conditionné cette augmentation à la signature du plan. Madame ORANGE LOUBOUTIN a tenu à rappeler les propos de Bruno Lemaire au dernier CTM se déclarant sensible à l'égalité professionnelle. Pour **SOLIDAIRES Finances** cela n'est pas suffisant. Le ministre doit se donner les moyens de progresser. Dans ce domaine, cela passe notamment par :

- des places en crèches plus nombreuses pour l'ensemble des agents,
- la neutralisation des temps partiels et des congés parentaux sur l'évaluation professionnelle et donc sur l'évolution de carrière et la retraite,
- la non pénalisation de ces congés parentaux ou temps partiel sur la carrière,
- des parcours professionnels et concours ne pénalisant pas les femmes (préparations, nature des épreuves...),
- des formations professionnelles accessibles à toutes et tous ;
- de véritables chartes du temps pour éviter les réunions tardives qui empêchent la vie sociale ou familiale,
- la prise en charge des frais de garde d'enfants pour participer aux réunions institutionnelles CAP, CT, CHS...

Tout cela nécessite d'annoncer clairement les objectifs recherchés et les moyens qui y sont alloués ! Le ministre est-il suffisamment sensible à la question pour y répondre de façon positive ? D'où l'enjeu sur le budget 2018 et ceux qui suivront...

Pour Mme ORANGE LOUBOUTIN « c'est compliqué de faire un préalable de cette question de moyens car l'administration n'est pas en mesure de les chiffrer » (sic) ! Bref continuons de discuter mais sans pouvoir avoir l'assurance que ces discussions déboucheront sur des mesures concrètes d'autant plus si celles-ci impliquent des moyens (humains, en temps et financiers).

Toujours aucun mandat pour répondre sur les moyens !

A ce stade des débats, **SOLIDAIRES Finances** ainsi que les autres fédérations ont préféré suspendre la réunion plutôt que de continuer à débattre en « à-pesanteur ». Dans l'attente du CTM budgétaire du 5 octobre prochain, présidé par les ministres, nous exigeons que des réponses claires soient apportées concernant les objectifs et les moyens.

Solidaires Finances s'est toujours investi dans les groupes de travail tant diversité, handicap qu'égalité professionnelle et continuera de le faire, mais nous n'accepterons pas de faire simplement acte de présence. Nous n'accepterons pas de simulacre de dialogue social sur ces sujets comme sur les autres. Depuis plus de six ans **Solidaires Finances** a mené, comme d'autres fédérations, un travail important. Des demandes ont été formulées, des revendications portées car nous savons que sur ces sujets, il est nécessaire de continuer de marteler, d'informer et de faire progresser les mentalités. Nous attendons des actes forts !

C'EST PARCE
QUE JE SUIS UNE
FEMME QUE JE
SUIS MOINS PAYÉE
QU'UN HOMME ?

PAS DU TOUT.
C'EST PARCE
QUE VOUS
N'ÊTES PAS
UN HOMME.

